

**REGIONS** L'été est chaud aussi au niveau administratif, où bien des dossiers restent ouverts

# Fusions sous tension

En même temps que la campagne des élections régionales de décembre, les enjeux liés au redécoupage en treize régions ont ouvert un chantier très compliqué qui se transforme en vrai champ de bataille.

Tous les fronts sont ouverts cinq mois après l'élaboration de la nouvelle carte des régions françaises et cinq mois avant l'installation des nouveaux conseils régionaux (élections les 6 et 13 décembre). Et pas seulement le front politique. La campagne électorale bien engagée n'est pas la seule bataille des élus régionaux.

## La bataille des services de l'État

Mutations ou disparitions dans le cadre de la réorganisation des services de l'État et des conseils régionaux : beaucoup de villes redoutent une perte de fonctionnaires.

Entre diplomatie, logiques de territoire et pression des syndicats, les préfets répartissent rectorats, agences de santé, directions des routes. Les futurs présidents devront procéder à l'identique pour les assemblées et les services.

## Le chantier de l'harmonisation

Les exécutifs se débattent avec les budgets soumis à la fois à la baisse des dotations d'État et aux harmonisations que déclenchera la fusion. Les prix des cartes grises, les rémunérations et primes des agents, les tarifs des TER, les mesures en faveur des lycéens (ordinateurs gratuits, stages financés, équipements), les aides au PME, les fonds et systèmes de prêts pour les PME, l'agriculture, l'in-

novation : chaque région pratiquait ses propres politiques. Le président de l'association des régions de France Alain Rousset (PS, Aquitaine) ne cache pas « qu'à court terme, cela coûtera cher car tout sera aligné par le haut ».

## Des noms, des capitales, des logos...

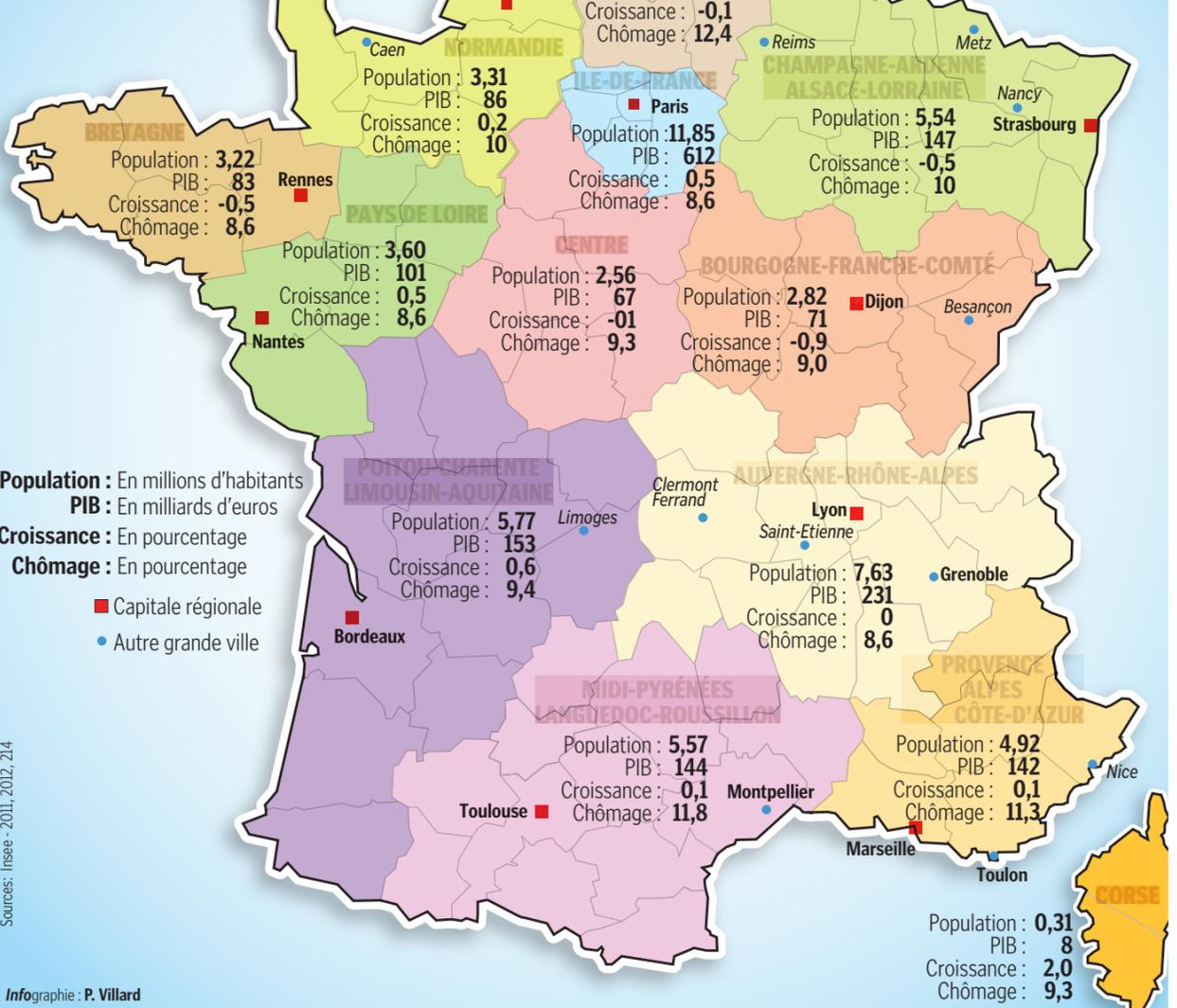
Les régions fusionnées ont posé des jalons, mais à quelques mois de l'élection, avec en plus beaucoup de présidents sortants qui ne se représentent pas, le chantier a été laissé aux exécutifs qui seront élus à la fin de l'année.

La fusion risque de les occuper pendant une bonne partie du mandat. Du coup, les questions de la capitale, du nom, de l'emblème s'invitent en bonne place dans le débat électoral des sept nouvelles régions aussi bien sur les programmes que sur les symboles. Sans attendre, la technocratie parisienne qui a baptisé les départements en 1791 et les régions actuelles en 1964 a sorti ses acronymes barbares. Dans les ministères et préfectures on parle d'Alca ou Acal (au mieux de Grand Est), d'Aura ou de Rasa (le S de Savoie se glisse entre Alpes et Auvergne), de BFC (cela fait un peu club de foot), de Sud Atlantique (on comprend un peu mieux), de Languedoc tout court. Un sujet de plus dans une réforme déjà très compliquée. ■

PASCAL JALABERT

## Vos treize nouvelles régions en chiffres

Métropoles, population, PIB, croissance et taux de chômage



## REPÈRES

### Élections

► Prochaines élections les 6 et 13 décembre 2015.

### Chef-lieu

► Un nouveau chef-lieu de région déterminé avant le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

### Le personnel

► Les agents des nouvelles régions seront maintenus dans leurs conditions de statut et d'emploi.

## NORD-PICARDIE

### Un mariage de raison, sans passion

En plein débat sur la fusion entre le Nord-Pas de Calais et la Picardie, Martine Aubry, maire de Lille, mutique depuis l'élection de François Hollande, avait pris la parole en juillet, pour dire son hostilité au projet. La raison jamais avouée était la crainte d'une addition de deux régions pauvres. Mais le temps a passé et les deux régions se sont fait une raison. Pierre de Saintignon, le candidat PS pour les Régionales, fort de rattraper cette mauvaise image, passe beaucoup de temps en Picardie et vante les atouts de la grande région, notamment le futur canal Seine Nord.

Les Picards, notamment la maire d'Amiens Brigitte Fouré (droite), font du lobbying pour que la capitale de la future grande région ne soit pas Lille. Ils ont peur de voir la « capitale » absorber toutes les instances de pouvoir (la préfecture, l'académie, etc.) au détriment d'Amiens. La bataille sera difficile.

D'ailleurs, l'ex-ministre Xavier Bertrand, Picard et leader de LR aux régionales, a déjà opté pour Lille.

## SUD-OUEST

### Une fusion dans la modération

De Biarritz à Guéret, des Pyrénées aux affluents de la Loire, l'étalement nord sud de ce « grand sud-ouest Atlantique recentré » qui correspond aux possessions d'Aliénor d'Aquitaine (1124-1204) peut paraître étrange, à regarder la carte. L'assemblage de deux ex-petites régions (Limousin, Poitou-Charentes) et d'une moyenne (Aquitaine) est pourtant cohérent au vu des flux routiers, ferroviaires et des échanges. Sur ces terres de modération où la droite est génétiquement centrée et la gauche radical-socialiste, les relations entre élus sont plutôt apaisées d'autant que ces régions travaillaient déjà beaucoup ensemble. La fusion se passe plutôt mieux qu'ailleurs. Le challenge pour le prochain exécutif sera d'une part d'organiser les solidarités entre les territoires côtiers plus riches et les zones excentrées et d'autre part d'éviter « la centralisation bordelaise ». Une tentation atavique des... Girondins, décentralisateurs à Paris, jacobins quand il s'agit de leur région ! Et ce d'autant que le candidat PS sortant Alain Rousset et sa challenger Virginie Calmels (LR-UDI-Modem) sont Bordelais. Le nom n'est pas difficile à trouver : Sud-Ouest.

## ACAL

### La guerre des capitales

Seule capitale régionale dans ce cas, Strasbourg a été désignée par le Parlement comme capitale de la future région Acal (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine), acronyme provisoire. Le lieu du siège du conseil régional reste théoriquement ouvert. Metz, capitale administrative de la Lorraine, le revendique. Les élus en décideront. Le rapport de force numérique pèse en faveur de la Lorraine (73 élus), contre 49 pour l'Alsace et 47 pour Champagne-Ardenne. Mais l'heure est surtout à la compétition acharnée pour tirer profit de la réorganisation de l'État : Châlons-en-Champagne, future ex-capitale de Champagne-Ardenne, bénéficierait de l'implantation de la direction de l'agriculture. Metz verrait ses positions renforcées dans la sécurité et la défense. Quant à Nancy, elle serait le siège du rectorat coordonnateur, de l'agence régionale de santé, tout en conservant la direction interrégionale des routes.

Le futur conseil régional devrait hériter de 7300 fonctionnaires territoriaux. Les trois exécutifs sortants ont élaboré un « Guide Bleu » recensant les politiques de chacun pour préparer l'évolution administrative.

## MIDI-PYRÉNÉES, LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Montpellier se vexe et s'énerve

« Nous n'avons pas grand-chose en commun » soupirait fataliste le président du Languedoc-Roussillon, Damien Alary (PS). Déjà vexés que Toulouse redevienne la capitale du Languedoc au nom de l'histoire, de la démographie, de la puissance économique, les Montpelliérains ont vu rouge lorsque la coordination des fusions (préfecture, éducation, santé) a été confiée aux directions de Midi-Pyrénées. Politiquement, le PS et les Républicains ont aussi choisi des leaders de Midi-Pyrénées pour la future présidence. Mais contrairement à Toulouse, reconnue comme une vraie capitale régionale, Montpellier ne l'a jamais été par l'Aude, où la fusion ravit élus et populations, ni par les Pyrénées-Orientales qui regardent vers... Barcelone au sud. La fusion s'annonce compliquée et coûteuse car les régions ont mené des politiques différentes pour les lycéens, l'aide économique et le TER, politiques qu'il faudra harmoniser par le haut. Trouver un nom à cet ensemble de 13 départements très différents passera par une consultation : Grand-sud ? Occitanie ? Pyrénées-Languedoc ? Pas évident.

## BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

### Facile au début, plus dur maintenant

L'initiative de la fusion de la Bourgogne et de la Franche-Comté sitôt lancée, leurs deux présidents François Patriat et Marie-Guite Dufay l'avaient saluée avec enthousiasme. Mais à l'heure « d'entrer dans le dur », la tâche se révèle plus complexe. Le premier écueil, c'est le choix de la « capitale ». Logiquement, Dijon héritera du titre de chef-lieu administratif et accueillera la préfecture commune. Malgré les protestations de Besançon, le siège du futur conseil régional y sera probablement aussi. Au-delà de cette bataille de suprématie, chaque ville exigeant un maximum de directions de l'État chez elle, le chantier pour harmoniser les missions est considérable : les deux Régions n'avaient pas choisi d'exercer les mêmes compétences. S'il fallait tout conserver de part et d'autre, le surcoût serait d'environ 80M€ par exercice, aggravé par une baisse simultanée des dotations de 20 M€. Quelles dépenses sacrifier ? Quelles recettes promouvoir ? Chaque exécutif entend sauver ses propres politiques et la tension s'accroît. Il faudra pourtant trancher. En Franche-Comté, une carte grise coûte 15 € de moins par cheval fiscal qu'en Bourgogne. Et ce n'est qu'un exemple parmi des dizaines.

## AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

### La future assemblée tranchera

Au-delà de l'aspect symbolique du devenir du tout nouveau siège de Clermont-Ferrand (sa propriété restera à la nouvelle Région), la fusion des deux régions soulève des problèmes. Au niveau des personnels, tout d'abord, avec probablement le transfert à Lyon de la majorité des directions générales. Rien n'est encore arrêté mais Clermont pourrait conserver l'agriculture et le numérique. Un certain nombre de politiques devront également être uniformisées – un état des lieux comparatif a été fait il y a quelques mois, par des groupes de travail des deux assemblées. Ont ainsi été listées des différences sensibles concernant les cartes jeunes, le financement des établissements privés d'enseignement, la politique de la ville (quasiment absente du champ régional auvergnat). Il appartiendra à la future assemblée d'uniformiser. Les deux gouvernances ont d'ores et déjà fusionné leurs bourses d'emplois et leurs groupements d'achats. Dans le même temps les chambres d'agriculture de Rhône-Alpes et d'Auvergne ont lancé fin avril le processus de fusion de leurs institutions, effective, elle aussi, au 1<sup>er</sup> janvier 2016.